

# L'IMPOSSIBILITÉ DU PLURALISME ENTRE LE CAPITALISME ET L'ÉTAT OUVRIER

J. POSADAS - 14 août 1976

La conduite des classes est déterminée par leur fonction dans la production et par rapport à la propriété. La conduite du capitalisme n'a rien « d'humain ». Le prolétariat, lui, a une conduite humaine. La condition « humaine » du capitalisme est déterminée par l'intérêt capitaliste. Par exemple, si le capitaliste qui empoisonne les eaux, avait conscience de faire du tort, de tuer la population, il n'agirait plus de cette manière. S'il avait la notion que la guerre fait du mal à l'humanité, il ne ferait plus de guerre. Mais le capitalisme conduit à l'empoisonnement de l'eau, à la falsification de la production et aux guerres. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce qu'il ne peut pas venir à l'esprit des capitalistes -allemands, français ou autres - de se dire : « Eh ! Ne faisons pas la guerre pour ne pas tuer les gens ». Au contraire, ils se mettent d'accord entre eux contre les gens.

Le comportement du capitalisme est d'un « rationnel » capitaliste. Il n'est pas irrationnel à cause d'un manque de compréhension de sa part. Non ! Il agit comme il le fait, parce qu'il comprend ce que sont ses intérêts, et qu'il défend ceux-ci. C'est pour cette raison que le « pluralisme » dont on parle actuellement est impossible. Le pluralisme signifie qu'il est possible d'avoir diverses conceptions d'une finalité, qui requiert la concentration objective des formes de propriété et de la production. On ne peut construire le socialisme avec une pluralité d'intérêts économiques et de pensées. Il n'y a aucun moyen de coordonner l'intérêt socialiste et l'intérêt capitaliste. Il ne peut y avoir d'acceptation de l'un par l'autre. Le capitaliste pense en tant que capitaliste, il pense donc à la façon dont il peut accumuler au travers de la production. Et pour concurrencer les autres, il est amené constamment à diminuer la qualité et à frelater la production. Il emploie des produits chimiques qui empoisonnent la population, au lieu de produire ce dont elle a besoin. Le capitaliste s'en fout. Par exemple : Seveso (1) est un fait de la vie normale, mais la guerre est un Seveso plus complet.

Dans la guerre, le capitalisme assassine, tue tout le monde, tout en posant que la guerre est la principale nécessité de la vie. Mais il détruit des centaines et des milliers de gens, de foyers. Dans quel intérêt ? Dans l'intérêt des capitalistes, et non dans celui de chaque pays. Le capitalisme résout ses problèmes sous cette forme : il commence par la concurrence commerciale, et ensuite il engendre les guerres.

S'il ne fait pas la guerre maintenant, c'est parce qu'il a les États ouvriers en face de lui. Mais au lieu de faire la guerre inter-capitaliste, il augmente la concurrence mondiale jusqu'à en arriver à l'empoisonnement des gens, la pollution de l'eau, de l'air. Ce qu'on appelle « la pollution » consiste en réalité dans l'empoisonnement pur et simple de centaines et de centaines de milliers de gens dans le monde. On n'en ressent pas encore les effets dans leur ensemble, mais d'ici peu d'années, on les subira de façon concentrée.

Comment peut-on concevoir que ces capitalistes, qui par leur propre besoin d'existence conduisent les gens à la guerre, à l'empoisonnement, à l'assassinat, vont accepter de se retirer et admettre le progrès ! C'est absurde ! Le seul progrès que le capitalisme accepte est celui dont lui-même peut tirer un profit. S'il doit admettre un autre progrès aujourd'hui, c'est parce qu'on le lui impose, et parce que les États ouvriers sont présents, comme un concurrent historique antagonique. Alors, pour essayer de retenir la petite-bourgeoise et des secteurs arriérés des masses, il a besoin de se montrer plus capable, ou au moins concurrentiel par rapport aux États ouvriers. Quelle place y a-t-il là-dedans pour le pluralisme, ou pour une diversité de conceptions ou de comparaisons entre le capitalisme et l'État ouvrier ?

Le capitalisme doit faire face à la classe ouvrière, aux paysans, à la petite-bourgeoise de chaque pays, et aux États ouvriers. Pour cela, il fait le Marché Commun Européen, le Parlement Européen. Il est impossible de changer la fonction du capitalisme. Si on parvient à changer son orientation, cela veut dire qu'on a aussi la force de transformer toute la société.

Le capitalisme a conscience qu'il doit défendre la propriété privée par la force. Il ne souffre pas la comparaison, la concurrence avec les États ouvriers, avec des régimes sociaux supérieurs. Il ne peut l'admettre. La concurrence des capitalistes entre eux les mène à la guerre. Comment concevoir qu'ils ne vont pas faire la guerre contre les États ouvriers ? Ils ne la font pas encore, parce qu'ils ne peuvent pas, mais ils préparent la guerre atomique.

Faire la guerre inter-capitaliste pour résoudre le problème de la concurrence économique, favoriserait l'État ouvrier et la révolution. C'est pour cette raison que le capitalisme ne la fait pas. Mais la guerre commerciale, l'écrasement de pays, tout cela va déboucher sur la guerre. Le capitalisme ne peut pas la faire maintenant, car cela favorise les États ouvriers. Cependant il maintient à un niveau élevé le fonctionnement des multinationales, ce qui équivaut à une guerre. Il augmente l'empoisonnement des eaux, de l'atmosphère, des aliments, ce qui correspond à faire la guerre. Ce n'est pas la guerre aux États ouvriers, mais parce qu'il ne peut pas. Quand il le peut, il fait et la guerre et la contre-révolution.

Comment peut-on raisonnablement penser que le capitalisme peut supporter la comparaison avec une société supérieure ? Il ne peut l'accepter. On en voit la preuve en économie, dans la culture, la science, les relations humaines. Il n'accepte même pas la comparaison au sein de son propre camp. Il agit en fonction de la concurrence qui conduisait, et conduit à la guerre inter-capitaliste.

Nous insistons sur le fait que le capitalisme ne déclare pas la guerre généralisée entre l'Europe, les États-Unis ou le Japon, parce que cela favoriserait la révolution. Mais il se prépare globalement, en tant que système capitaliste, pour lancer la guerre. La réunion de Porto Rico, qui sera suivie par d'autres réunions, avait pour objet de contenir la concurrence inter-capitaliste, de manière à ne pas fissurer profondément les appareils du système capitaliste, et surtout les plus importants : la France, l'Angleterre, l'Allemagne. Le capitalisme se réunit pour porter la concurrence à un niveau plus haut. Avant, il le faisait au moyen de la guerre.

Ces réunions sont de petites guerres, ce sont les grands pays capitalistes qui se réunissent contre tous les autres. Ils barrent la route à n'importe quel pays qui veut se développer sur une base capitaliste. Les grands trusts, qu'on appelle aujourd'hui « multinationales », sont la seule façon de vivre du système capitaliste. Ce sont eux qui dominent. Ils sont une concentration de capitaux de différents pays. L'expansion, qui est la seule forme d'existence possible pour le capitalisme, ne peut plus se faire aujourd'hui que sous forme de capitaux. Cette situation correspondrait à une guerre. Le capitalisme ne la fait pas parce qu'il ne peut décider ni quand, ni où, ni comment. En effet, la puissance des États ouvriers, le progrès de la révolution et des luttes des masses du monde, l'expansion continue de mouvements de libération nationale et sociale, les luttes révolutionnaires comme celles de Madagascar, du Mozambique, d'Angola, d'Asie et d'Amérique Latine, font progresser les rapports de forces entre les États ouvriers, les États révolutionnaires et le système capitaliste, en faveur des premiers.

La réunion de Porto Rico est certainement la 25e du genre que tient le capitalisme, sous la direction des Yankees. Ils sont venus y chercher un accord pour régler la concurrence entre eux. Cela va contre la nature du système capitaliste. C'est à cause de la concurrence antagonique du développement des États ouvriers, de la révolution en Afrique, en Amérique Latine, que le capitalisme fait si souvent des réunions pour coordonner ses mouvements et affronter globalement le système des États ouvriers.

Ils cherchent à empêcher un pays capitaliste ou un autre de faiblir. Ils cherchent à généraliser un front unique de pays capitalistes pour empêcher que les secteurs les plus faibles dans la concurrence économique ne tendent à céder aux États ouvriers, ne fassent avec eux des accords commerciaux, économiques, financiers, qui affaibliraient la préparation militaire, politique et sociale de la guerre contre les États ouvriers. Voilà le sens d'une telle réunion. Avant, ils résolvaient ces problèmes au moyen des crises et des guerres. Maintenant, ils doivent le faire dans ces réunions où l'impérialisme doit apparaître comme le protecteur des autres pays capitalistes. Mais, même là, il menace de retirer ses forces d'Europe et fait sentir aux bourgeoisies européennes que, sans son appui, elles vont être balayées par les États ouvriers.

Mais les Yankees font un chantage. En fait, ils ne peuvent retirer leurs troupes. Si l'Europe tombe, les Yankees tombent aussi. Ils utilisent ce chantage comme une simple menace. Les capitalistes européens savent qu'ils n'ont pas de perspective. Les hauts chefs militaires européens sont déjà arrivés à cette conclusion : « La

guerre en Europe durera tout au plus 24 heures. Toute l'Europe sera occupée par les Soviétiques en seulement 24 heures ! » Ce n'est pas exact ! Ce sont les masses qui vont occuper l'Europe en 24 heures, et elles diront aux Soviétiques : « Camarades, la voie est libre ! »

Le capitalisme se réunit pour contenir le processus, pour essayer de gagner du temps. Ces préparatifs montrent qu'il ne se dispose pas à respecter la « pluralité » du progrès de l'histoire. On ne peut parler d'objectifs pluralistes sans dire concrètement sur quelles preuves on s'appuie. Par exemple : la pensée capitaliste doit admettre l'existence d'un régime qui lui est antagonique, et elle doit formuler ses conclusions économiques, scientifiques, culturelles, en fonction de l'existence d'un régime supérieur. Dans ce dernier, l'essentiel des intérêts privés n'existe plus, ceux qui subsistent n'ont pas une grande influence sur le processus de l'économie. Cette absence d'intérêts privés détermine un cours supérieur d'intelligence, de culture et de relations sociales. Ce régime envahit les États-Unis sans guerre ! Sans guerre, la France est envahie par l'Union Soviétique. Pourquoi dire : « L'Union Soviétique va nous envahir... » si elle est déjà à l'intérieur !

Le processus des luttes sociales et politiques porte la marque soviétique, sans être dirigé par l'Union Soviétique. Mais toutes les luttes cherchent une conclusion de marque soviétique. Le capitalisme en a conscience. Comment peut-on croire que le capitalisme va accepter la pluralité, alors qu'il se prépare à se défendre contre le progrès historique qui lui est antagonique, non pas contradictoire, mais bien antagonique ! Comment concevoir qu'il va permettre à la base culturelle et scientifique qu'il dirige et soutient de protéger les États ouvriers ou de « pluraliser » avec eux !

Sur la base de quels principes, de quelles conclusions, de quels exemples dans l'histoire, une telle conduite pluraliste peut-elle être conçue (2) ? C'est une conception timide, craintive, du progrès de l'histoire. Ce n'est pas une conception ennemie du progrès. C'était la même conception qui avait provoqué des doutes, des hésitations dans une partie de la direction bolchevique au moment de la prise du pouvoir en 1917 (3). Elle n'agissait pas ainsi par lâcheté ou par peur, mais par le sentiment de responsabilité devant un nouveau cours de l'histoire. Elle s'est sentie incertaine au moment de la prise du pouvoir.

Ces dirigeants n'étaient ni des lâches, ni des faibles, mais ils éprouvaient une incertitude, car ils se sentaient responsables devant l'humanité et l'histoire. Leur doute provenait de la responsabilité historique et du manque d'expérience et de tradition. Aujourd'hui, il n'y a plus aucun doute à avoir ! Zamora Machel (4), sans chemise et sans chaussures, décide de prendre le pouvoir ! Il a devant lui des exemples qui donnent l'assurance de la voie à suivre.

Il n'y a pas de doute que la révolution n'admet pas la pluralité, les divergences antagoniques entre les régimes de propriété. De telles divergences s'expriment ensuite dans la conception de l'économie, dans la culture, la science ou les relations sociales. Qu'est-ce que cette invention de la pluralité ? A quelle nécessité obéit-elle ? A quels principes politiques ? A quel exemple historique se rattache-t-elle ? Aucun des « pluralistes » n'a pu donner un seul exemple de progrès dans la construction d'une nouvelle société où le pluralisme ait servi au développement de l'histoire.

La crainte, la vacillation, le manque de sécurité historique, poussent ces camarades à éluder la responsabilité de la lutte pour le pouvoir, et à espérer que le progrès continu, systématique, lent, va éliminer de lui-même le capitalisme. Cette insécurité leur vient aussi d'un manque de conception, de vie, de centres théoriques et politiques.

Lorsque les Soviétiques les critiquent, ils disent des choses justes, mais ils ne donnent pas non plus d'exemples, de raisonnement, d'analyse, montrant que l'ennemi antagonique du progrès de l'histoire ne va pas admettre qu'on le déloge. Ils n'expliquent pas les formes de raisonnement conduisant à une telle conclusion, qui sont le résultat de la crainte, de l'hésitation, du manque de préparation théorique et politique de ces directions.

La classe ouvrière tend, tout naturellement, à comprendre qu'il faut changer l'histoire par la force. Elle occupe et dirige les usines, chasse les patrons, démontre que le patron est inutile. La classe ouvrière se prépare à éliminer la classe dirigeante.

Aucun exemple ne montre que les changements historiques puissent se faire sans la force, ou avec l'assentiment de l'ennemi, ou que le pluralisme ait permis d'éliminer le système capitaliste et d'attendre des formes supérieures d'existence. La pluralité est antagonique à la nécessité. S'il s'agit de diversité dans le camp ouvrier, alors le pluralisme n'est pas nécessaire, mais le développement des pensées de progrès, des idées révolutionnaires, l'est. La pluralité implique diverses conceptions du progrès de l'histoire, dont le capitalisme serait un facteur. Mais le capitalisme ne fait que transiter actuellement, il n'apporte aucun progrès.

Dans le camp des idées socialistes, il n'y a pas de pluralisme. Il y a une diversité d'expériences et de tendances, de courants et de méthodes ou de formes d'explications politiques pour un problème ou un autre, mais cela ne veut pas dire « pluralité » de conceptions, d'intérêts. Il y a une uniformité de l'intérêt socialiste, avec une diversité d'opinions qu'il faut expérimenter. Cela donne lieu à la formation de différents courants. Il y a aussi la lutte à mener contre les tendances bureaucratiques. Pour se défendre de ces courants, il faut la démocratie soviétique et non la démocratie en abstrait. Il y a de la place pour toutes sortes d'interventions culturelles, artistiques, scientifiques, mais sur la base d'une seule conclusion : la défense de la propriété étatisée, de la production planifiée, du monopole du commerce extérieur, du contrôle ouvrier.

Ce sont les bases qui permettent le développement de la production, sans limitations d'intérêts particuliers, et donc au maximum de ses possibilités de planification et d'extension. Cela ne conduit pas à une diversité de pensées quant aux voies historiques à suivre, comme le suppose le pluralisme, mais à des différences d'opinions, sur les mesures concrètes à prendre pour développer mieux la propriété étatisée, la planification de la production, le monopole du commerce extérieur, le contrôle ouvrier, la démocratie soviétique.

Le camarade Balibar (5), ou les communistes italiens par exemple, ne parlent jamais de la démocratie soviétique. Ils parlent de « démocratie ». Il y a une différence entre la démocratie capitaliste et la démocratie soviétique. La première est déterminée par l'intérêt économique qu'elle représente, et dont elle ne dépasse pas les limites. Elle ne les dépasse que si la lutte de classes le lui impose. Cependant la démocratie soviétique signifie une vie de pleine discussion, d'initiatives pour développer la propriété étatisée, le monopole du commerce extérieur, la planification de la production. Elle permet d'éliminer les intérêts privés et par conséquent, elle élève la capacité, l'organisation de l'intelligence pour élaborer des pensées, des conclusions, des activités culturelles, scientifiques, en fonction du progrès unanime de la société, et non en fonction de celui d'un secteur ou d'un autre, comme le fait la démocratie capitaliste. Celle-ci ne résiste pas à la comparaison.

Il existe 14 États ouvriers et 25 États révolutionnaires : ce sont des expériences à montrer. Malgré les directions comme celle de Staline, la propriété étatisée, la production planifiée, le monopole du commerce extérieur, ont permis à l'État ouvrier de progresser.

Sous le régime capitaliste, une dictature du type de Staline aurait ramené l'économie à un niveau inférieur, au féodalisme. Mais Staline, en Union Soviétique, a dû, pour se maintenir lui-même, s'appuyer sur la planification de la production, l'étatisation de la propriété, le monopole du commerce extérieur. C'étaient les bases du développement de l'économie et de la puissance soviétique, qui permirent de détruire le nazisme. On ne peut pas dire simplement : « Nous ne voulons pas revenir à Staline ». Il faut dire aussi. « Nous soutenons la structure de l'État ouvrier qui a été capable de supporter et de dépasser Staline ».

Toute discussion qui ne se base pas sur ces expériences est ambiguë, faite dans le vide. Tous ces problèmes vont être remis en discussion, entre autres celui de la nécessité urgente de la planification des États ouvriers.

Le pluralisme signifie également qu'on en reste aux limites de chaque pays : la France garde « les couleurs de la France », et l'Italie « les couleurs de l'Italie ». On ne peut, par conséquent, faire avancer l'économie, la production, la science, la technique à l'échelle mondiale. On les laisse dans les limites des intérêts de la concurrence inter-capitaliste qui entrave énormément et détruit même en partie le progrès. La concurrence détermine le fait que la production qui ne peut s'imposer sur le marché est jetée ou abandonnée. Mais le

prix de cette production non vendue se retrouve dans le prix des autres produits. Marx nous a enseigné que tout le coût de la production capitaliste, y inclus la part qui s'élimine car elle n'est pas concurrentielle, se retrouve dans les prix.

Le système capitaliste n'a rien de mystérieux. C'est un système de production déterminé par l'avidité de l'accumulation de capitaux sur la base de l'exploitation des masses. Il ne peut donc engendrer de sentiments, ni d'idées de progrès de l'humanité. Le capitaliste n'a d'intérêt que pour lui-même. Quand il admet le progrès, c'est parce que le développement des luttes sociales, de la lutte de classes, le lui impose. La démocratie dans les pays capitalistes n'est pas le résultat de la production capitaliste, ni du « pluralisme » de l'exploitation capitaliste. Elle n'existe que parce que la lutte de classes l'a imposée. Et pour maintenir la démocratie, cette lutte tend à l'abolition du système capitaliste.

Toutes ces discussions vont revenir à l'ordre du jour. Elles font partie d'une nécessité de l'histoire. Ces prises de positions de Balibar ne sont qu'un début. Balibar n'exprime pas le niveau le plus élevé de la discussion. Les Soviétiques eux-mêmes ont déjà posé la discussion à un autre niveau. Ils ont critiqué les communistes espagnols et français, mais en faisant des considérations très limitées. Ils ne développent pas des analyses, des expériences. Ils donnent des témoignages, mais ne font pas d'analyses conduisant à faire accepter ce témoignage. Ils montrent l'exemple de la Révolution Russe, mais sans dire qu'eux-mêmes avaient les mêmes positions que le Parti Communiste Français. Ils ont attendu plus de deux ans pour tirer des conclusions des raisons de l'assassinat d'Allende et de l'échec de l'Union Populaire au Chili.

Les Soviétiques ne discutent pas avec toute l'objectivité, l'autorité de l'État ouvrier, pour peser dans la polémique. S'ils remuent un peu les choses, ils doivent en venir inévitablement à l'explication des causes de l'ascension de Staline, de son élimination, du changement de comportement du Parti Communiste Soviétique depuis cette époque. Les dirigeants soviétiques changent sans n'avoir fait aucune considération autocritique. Aujourd'hui, ils admettent la révolution permanente, alors que la direction de l'époque de Staline a fait assassiner Trotsky pour avoir défendu ce principe.

Aujourd'hui, ils mettent en question, rejettent concrètement et objectivement - bien que sans le dire - la conception du socialisme dans un seul pays, alors qu'ils avaient approuvé et Staline et cette conception ! Que représente l'actuelle direction soviétique ? Est-elle la représentation légitime de l'État ouvrier, ou bien s'agit-il de dirigeants qui ont dû modifier leur conduite et qui préparent des changements très supérieurs aux changements actuels ?

Le processus est en train d'engendrer de nouvelles couches de dirigeants soviétiques, qui représentent encore des intérêts liés à des attaches ou des appréciations bureaucratiques, mais qui seront différents de la direction actuelle. Ce processus inclut les préparatifs de guerre. Il se développe avant et pendant la guerre que prépare l'impérialisme. Il n'est pas exclu que l'Union Soviétique prenne l'initiative de lancer la guerre préventive (6).

Le processus de régénérescence partielle implique toutes ces considérations, et comprend aussi des aspects très avancés de rencontre historique (7). Celle-ci ne se développe pas de façon très prononcée, mais elle s'exprime sous deux formes. La première est qu'on nous laisse intervenir dans la vie des partis communistes. Même les partis communistes qui divergent ou concurrencent l'Union Soviétique, admettent notre intervention, nous laissent vendre des publications, parler, discuter à un niveau très élevé. Le deuxième aspect, plus important que le premier, c'est qu'ils acceptent nos définitions, nos analyses, nos conclusions et notre interprétation du processus de l'histoire : règlement final des comptes, guerre préventive, nécessité de détruire l'appareil de l'État et de le remplacer par un organisme soviétique, non à la pluralité. Voilà autant de concepts qui sont nôtres et qui ne viennent pas d'eux. Ils les admettent, les divulguent, et les répandent partout dans le monde. Au cours de réunions des partis communistes, on dit à nos camarades : « Ah ! Ces positions viennent de vous ! »

Ces idées progressent systématiquement. La destruction de l'appareil de l'État capitaliste, problème qui fut une des causes les plus importantes de nos divergences avec les partis communistes, est admise aujourd'hui par le Parti Communiste d'Union Soviétique. Il s'agit là d'un problème clé pour le progrès de la révolution. Nos textes sur la nécessité de détruire l'appareil de l'État sont toujours clairement et catégoriquement en

vigueur. Ils sont confirmés par de nouvelles expériences.

Il y a en même temps que ce processus de régénérescence partielle dans les États ouvriers, des aspects de dégénérescence très profonds dans certains d'entre eux. Par exemple, les Chinois reculent à l'étape de Staline quand ils appuient la contre-révolution en Angola, au Mozambique, ou dans d'autres parties du monde. Ils le font pour soutenir leurs polémiques et leurs divergences avec l'Union Soviétique. Il n'y a donc pas seulement un processus de régénérescence partielle. La dégénérescence de la part des Chinois est très profonde, elle atteint le même niveau que Staline, allant jusqu'à s'associer au système capitaliste contre le progrès de la révolution. Les Chinois tendent à empêcher le progrès de la révolution aux dépens même de leurs relations avec les autres États ouvriers. Il existe un courant, une tendance, ayant des intérêts locaux chauvins, identiques à ceux de l'époque de Staline. Ils préfèrent le maintien du capitalisme en Europe à l'Union Soviétique. Quand ils arrivent à adopter de telles mesures, c'est l'indice d'un processus de dégénérescence très profond en Chine, parallèle à celui de la régénérescence partielle en URSS. Des changements structurels vont inévitablement se produire en Chine. La Chine ne peut pas triompher avec une position contre-révolutionnaire.

Dans ce processus, l'Internationale se développe. Nous intervenons et créons de nouvelles sections. Nous ne le faisons pas dans le but de mener une concurrence avec les partis communistes, socialistes, les catholiques ou les militaires, mais pour intervenir dans ce processus, pour préparer le passage à une forme organique de la régénérescence partielle et de la rencontre historique avec les États ouvriers, pour établir des relations supérieures avec le mouvement révolutionnaire, et être admis comme un courant, une tendance du marxisme mondial, du mouvement communiste mondial.

Le processus de la révolution permanente s'accompagne d'un progrès et d'une influence très grande du programme de la révolution politique. Celle-ci prend la forme des événements de Pologne par exemple. Ce programme est admis en principe par l'Union Soviétique et les partis communistes des États ouvriers. Le progrès de la révolution politique dans les États ouvriers se déroule de façon continue, même s'il n'est pas encore considérable.

J. POSADAS – 14 août 1976

Notes :

1. Seveso : à Seveso (Italie), une importante usine chimique dégage des nuages de dioxine, un produit extrêmement toxique, qui envahit toute la ville et la région avoisinante, obligeant la population à l'évacuation et provoquant des maladies, des malformations congénitales, des avortements ou de la stérilité parmi les gens. Il a fallu des années pour que la population puisse regagner ses habitations.

2. Pluralisme : c'est un des concepts qui, avec celui de « l'alternance au pouvoir », du « socialisme dans la liberté », de « la voie indépendante au socialisme », fait partie de « l'eurocommunisme », nouvelle définition des objectifs et de la politique des partis communistes, créé en 1977 par le Parti Communiste Français, Italien, Espagnol, et abandonné depuis.

3. Hésitations de certains dirigeants bolcheviques en 1917 : référence à Zinoviev et Kamenev, tous deux membres du bureau politique du Parti Bolchevique, qui s'opposèrent à la décision du parti de passer outre les tergiversations du gouvernement de Kerenski quant au pouvoir des soviets d'ouvriers et de paysans, et d'organiser la prise en mains directe du pouvoir par les soviets, y inclus par les moyens armés.

4. Zamora Machel : Président du Mozambique et dirigeant du FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) qui conduisit le peuple de ce pays à se libérer du colonialisme portugais et à construire l'État révolutionnaire.

5. Etienne Balibar : intellectuel communiste français qui se manifeste dans la discussion du PCF sur l'abandon de la dictature du prolétariat, lors de son Congrès de 1978, par la défense de ce principe.

6. Guerre préventive : tactique de l'État ouvrier ou du mouvement révolutionnaire consistant à ne pas

laisser l'avantage au capitalisme, mais à prendre les devants, que ce soit sur le plan militaire, ou sur le plan politique.

7. La régénérescence partielle : « la bureaucratie est obligée, sous des formes inégales, de faire des concessions, de rechercher le contact avec les masses du monde. Cette régénérescence a des limites que la bureaucratie ne peut pas fixer elle-même. Il s'agit d'une régénérescence parce que la bureaucratie doit passer d'une politique de répression à une politique de concessions, d'une politique d'alliance avec le capitalisme à une recherche d'alliances avec le prolétariat mondial, d'une politique par laquelle elle donnait les révolutions au capitalisme à une politique où elle donne des armes pour soutenir des révolutions : au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique, en Amérique Latine. Cette régénérescence est partielle, parce que la motivation de la bureaucratie est de continuer à maintenir son pouvoir. Mais comme elle ne peut plus le soutenir comme avant, au moyen de la répression, de la trahison et de l'alliance avec le système capitaliste, elle doit essayer de le maintenir en faisant des concessions » (extrait du texte de J. Posadas « La régénérescence partielle, la rencontre historique, le développement de la IVe Internationale et le progrès de la révolution permanente à cette étape » du 27.8.1971).

La rencontre historique : « elle dérive de la régénérescence partielle dans la mesure où celle-ci facilite l'impulsion, la dynamique qui fait surgir des secteurs communistes recherchant une politique révolutionnaire communiste, le retour au marxisme, ou qui s'y intéressent pour la première fois... La rencontre historique veut dire la coordination, l'unification, la centralisation de toutes les forces conscientes qui cherchent l'application du marxisme pour développer la révolution et construire les États ouvriers. Il ne s'agit pas de la rencontre entre eux et nous, ou entre nous et eux (partis communistes et États ouvriers avec la IVe Internationale) mais d'une nécessité historique qui est en train de se développer » (même texte).